

Olivier Guézou

1. Liste classée des publications et travaux	1
a. Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs	1
b. Articles, notes et contributions	2
c. Contributions dans un ouvrage encyclopédique	3
d. Communications à des colloques (actes publiés)	4
e. Communications à des conférences, forums et colloques	5
f. Editoriaux et chroniques	6
2. Direction de thèses et autres travaux d'étudiants	6
a. Thèse soutenue	6
b. Thèses en cours	6
c. Mémoires de recherche	7
d. Projets tutorés	9

1. Liste classée des publications et travaux

a. Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs

Ouvrage individuel

« Traité de contentieux de la commande publique », *Editions du Moniteur, Collection Référence juridique*, 3^e éd. novembre 2023, 1044 p. (1^{ère} éd., octobre 2015, 662 pages – 2^e éd. juin 2018, 874 p.).

Direction scientifique d'ouvrage encyclopédique

« Droit des marchés publics et contrats publics spéciaux », *Editions du Moniteur, Collection Moniteur Référence*, 4000 p., quatre tomes, quatre mises à jour par an, douze auteurs (dir. sc. depuis 2017) – antérieurement, « Droit des marchés publics », *Editions du Moniteur, Collection Moniteur Référence*, 3000 pages, 3 tomes, quatre mises à jour par an, huit auteurs (dir. sc. depuis 2008).

Directions scientifiques d'ouvrages collectifs

4) « Droit public et alimentation », *Bruylant*, à paraître 2025.

3) « Droit public et culture », *Bruylant*, juin 2020, 309 pages, vingt auteurs (codir. sc.).

2) « Droit public et nucléaire », *Bruylant*, avril 2013, 306 pages, vingt-deux auteurs (codir. sc.).

1) « Droit public et handicap », *Dalloz, Collection Thèmes et commentaires*, janvier 2010, 345 pages, vingt auteurs (codir. sc.).

b. Articles, notes et contributions

22) « Jurisprudence Tarn-et-Garonne : le juge au centre du jeu. Dix ans après, une espèce invasive au génome maîtrisé, vraiment ? », *in* « Regards croisés sur les dix ans de la jurisprudence Tarn-et-Garonne – Bilan et perspectives en droits publics et privé », colloque de l'Université polytechnique des Hauts-de-France, Valenciennes, 15 octobre 2024 – à paraître *Mare & Martin*, 2025.

21) « La capacité d'exclusion d'un prestataire antérieur – Entre codification constructive de la jurisprudence et adaptation à la nature des contrats de la commande publique », pp 119-131 *in* « L'exclusion de la procédure de passation de la commande publique – L'examen des candidatures et des offres », dir. sc. V. Bouhier, 2023, *Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie*, 210 p.

20) « Droit public et culture, entre diffusion et intégration » (co-auteur) *in* « Droit public et culture » (co-dir. sc. O. Guézou et S. Manson), juin 2020, *Bruylant*, pp. 7-18.

19) « Contrats publics et régulation concurrentielle », *in* « Dictionnaire des régulations » sous la dir. M. Bazex, B. du Marais, G. Eckert, R. Lanneau, C. Le Berre et A. Sée, *LexisNexis, Coll. Guides*, pp 218-227, 2016.

18) « Le recours des tiers en contestation de la validité du contrat administratif, une espèce invasive au génome maîtrisé », *Complément Commande Publique, Ed. du Moniteur*, Hors-série septembre 2014, 31 p..

17) « Contrats publics et politique de la concurrence », *RFDA* 2014, pp. 632-640.

16) « Concurrents évincés et recevabilité des recours dans les contrats publics : un exemple de Darwinisme contentieux », *in* *Mélanges en l'honneur du Professeur L. Richer, LGDJ, Coll. Mélanges*, novembre 2013, pp. 651-674

15) « Droit public et nucléaire, entre fusion et fission », *in* « Droit public et nucléaire », *Bruylant*, avril 2013, pp 11-21.

14) « Marchés publics, accès à l'emploi et handicap », *in* « Droit public et handicap », *Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires*, janvier 2010, pp 279-292.

13) « Million et Tropic, Histoires parallèles et vie commune », *in* *Mélanges « Droit et économie – Interférences et interactions »*, en l'honneur du Professeur Michel Bazex, *Litec* mai 2009, pp. 147-162

12) « Compétence juridictionnelle et dol anticoncurrentiel », à propos de CE 19 décembre 2007, Soc. Campenon Bernard, *Contrats public-ACCP* mai 2008, pp 69-74.

11) « L'efficacité de l'obligation d'informer les entreprises non retenues », *Contrats publics-ACCP* juin 2007, p. 66-77

10) « Droit communautaire des marchés publics. Les principes du Traité », fasc. 42, août 2006, *JurisClasseur Contrats et marchés publics*, 32 pages.

9) « Droit de la concurrence et contrats publics – Contentieux administratif et pratiques anticoncurrentielles » *in* *Mélanges « Contrats publics »*, en l'honneur du Professeur Michel Guibal, *Presses Universitaires de Montpellier*, 2006, pp. 107-140

- 8) « Sous-traitance et droit de la concurrence », *Contrats publics-ACCP* juillet-août 2005, pp. 57-61.
- 7) « Les centrales d'achat dans le nouveau code des marchés publics », *AJDA* 2004, pp. 371-377.
- 6) « Marchés publics : principes fondamentaux du Traité », mars 2004, fasc. 1050, *JurisClasseur Europe*, 29 pages.
- 5) « Droit communautaire de la concurrence et achats : certains demandeurs sont des offreurs comme les autres », à propos de TPICE 4 mars 2003 FENIN, *Contrats publics-ACCP* septembre 2003, pp. 59-63.
- 4) « Droit de la concurrence et droit des marchés publics : vers une notion transversale de mise en libre concurrence », *Contrats publics-ACCP* mars 2003, pp. 43-47.
- 3) « Les conditions de contestation du décompte général », à propos de CE avis 22 février 2002, Société Reithler, *AJDA* 2003, pp. 329-335.
- 2) « L'opposabilité du droit interne de la concurrence aux actes administratifs », à propos de CE Section 3 novembre 1997, Soc. Million et Marais, *AJDA* 1998, pp. 247-253.
- 1) « Première application par le juge administratif de la jurisprudence Ville de Pamiers », à propos de CE 23 juillet 1993, CGE – *Les Petites Affiches* 8 juillet 1994, pp. 15-19.

c. Contributions dans un ouvrage encyclopédique

« Droit des marchés publics et contrats publics spéciaux », sous la dir. sc. O. Guézou, *Editions du Moniteur, Collection Moniteur Référence*, 4000 p., quatre tomes, quatre mises à jour par an, douze auteurs.

Rédaction d'une cinquantaine de fascicules, plus de 1000 pages (dont environ un tiers mis à jour chaque année ; pour alléger la présentation, seul le dernier fascicule est indiqué).

Sur les principes fondamentaux

- 1) « Mise en concurrence et principes fondamentaux », chap. III-110, juillet 2020, 16 p.
- 2) « Principes de liberté », chap. III-111, juillet 2020, 12 p.
- 3) « Principes d'égalité », chap. III-112, juillet 2020, 11 p.
- 4) « Principe de transparence », chap. III-113, juillet 2020, 16 p.

Sur les procédures de passation

- 5) « Typologie des seuils : logique générale », chap. III-200, avril 2024, 9 p.
- 6) « Typologie des seuils : code de la comm. publique », chap. III-202, avr. 2024, 27 p.
- 7) « Typologie des seuils : autres textes », chap. III-203, avril 2024, 20 p.
- 8) « Computation des seuils », chap. III-204, avril 2024, 12 p.
- 9) « Choix des offres, choix des critères et pondération », chap. III-430, 39 p. juillet 2019
- 10) « Critères de choix des offres », chap. III-431, juillet 2019, 26 p.
- 11) « Les défauts des offres », chap. III-433, juillet 2024, 44 p.
- 12) « Attribution », chap. III.436, avril 2019, 12 p.
- 13) « Informations des concurrents évincés », chap. III.438, juillet 2024, 18 p.

Sur le déféré préfectoral

- 14) « Caractéristiques générales et recevabilité », chap. III.610, juillet 2022, 14 p.
- 15) « Fond », chap. III.612, juillet 2022, 9 p.

Sur le recours pour excès de pouvoir

- 16) « Place dans l'architecture contentieuse », chap. III.620, octobre 2022, 16 p.
- 17) « La recevabilité », chap. III.621, octobre 2022, 24 p.
- 18) « Les moyens », chap. III.623, octobre 2022, 18 p.
- 19) « Le référé suspension », chap. III.626, octobre 2022, 16 p.

Sur le recours en indemnisation de l'entreprise évincée

- 20) « Présentation générale » chap. III.630, avril 2023, 9 p.
- 21) « Le préjudice », chap. III.631, avril 2023, 22 p.
- 22) Sur le recours des parties en contestation de la validité du contrat
- 23) « Mise en perspective », chap. III.640, janvier 2023, 11 p.
- 24) « Les caractéristiques générales », chap. III.641, janvier 2023, 19 p.
- 25) « Les vices », chap. III.642, janvier 2023, 19 p.

Sur les référés précontractuels et contractuels

- 26) « Mise en perspective », chap. III.650, janvier 2023, 18 p.
- 27) « Champ d'application et procédure » chap. III.651, janvier 2023, 21 p.
- 28) « La recevabilité » chap. III.652, janvier 2023, 19 p.
- 29) « Les manquements : notion », chap. III.653, janvier 2023, 18 p.
- 30) « les manquements : typologie », chap. III.654, janvier 2023, 28 p.
- 31) « Les pouvoirs du juge », chap. III.655, janvier 2023, 16 p.

Sur le délit de « favoritisme »

- 32) « Recours de l'article 432-14 du code pénal : infraction », chap. III.656, oct. 2023, 22 p.
- 33) « Recours de l'article 432-14 du code pénal : régime », chap. III.656, oct. 2023, 20 p.

Sur le recours des tiers en contestation de la validité du contrat

- 34) « Mise en perspective », chap. III.660, avril 2023, 21 p.
- 35) « Compétence et recevabilité », chap. III.665, avril 2023, 25 p.
- 36) « Les vices », chap. III.666, avril 2023, 27 p.
- 37) « Les pouvoirs du juge », chap. III.667, avril 2023, 19 p.

Sur les conséquences de l'anéantissement du contrat

- 38) « Hypothèses et conséquences », chap. III.680, janvier 2022, 15 p.
- 39) « Enrichissement sans cause et dépenses utiles », chap. III.681, janvier 2022, 17 p.
- 40) « Fautes et préjudices », chap. III.682, janvier 2022, 12 p.

Tableau récapitulatif

- 41) « Les recours des entreprises », chap. III.690 janvier 2024, 4 p.

Sur les litiges relatifs à l'exécution

- 42) « Recours préalables : règles générales et CCAG », chap. III.610, octobre 2024, 11 p.
- 43) « Règlement des différends : établissement et contestation du décompte général », chap. IV.602, octobre 2024, 13 p.

Sur les marchés de défense et de sécurité

- 44) « La notion », chap. CPS.II.110, octobre 2021, 7 p.
- 45) « Les règles de passation spécifiques », chap. CPS.II.120, janvier 2022, 12 p.
- 46) « Les règles d'exécution spécifiques », chap. CPS.II.130, janvier 2022, 7 p.

d. Communications à des colloques (actes publiés)

7) Communication « Jurisprudence Tarn-et-Garonne : le juge au centre du jeu. Dix ans après, une espèce invasive au génome maîtrisé, vraiment ? », *in* colloque « Regards croisés sur les dix ans de la jurisprudence Tarn-et-Garonne – Bilan et perspectives en droits publics et privé », Université polytechnique des Hauts-de-France, Valenciennes, 15 octobre 2024.

- 6) Communication « La capacité d'exclusion d'un prestataire antérieur », *in* colloque « L'exclusion de la procédure de passation dans les contrats de la commande publique », Université Evry – CRLD, 9 avril 2021 (visioconférence).
- 5) Présidence d'une demi-journée et animation d'une table-ronde *in* colloque « Droit public et culture », UVSQ, colloque prévu en novembre 2020, remplacé par conférence en visioconférence en raison de la crise sanitaire.
- 4) Communication « Contrats publics et politique de la concurrence » *in* colloque « Le contrat au service des politiques publiques », 6 décembre 2013, Aix-en-Provence.
- 3) Présidence d'une demi-journée *in* colloque « Droit public et nucléaire », 23 mai 2013, UVSQ.
- 2) Animation de deux tables-rondes « Le droit public du handicap : qualifications et institutions » et « L'indépendance économique » *in* colloque « Droit public et handicap », 8 février 2010, Palais du Luxembourg, Paris.
- 1) Communication « Droit des marchés publics : la réforme permanente » *in* colloque international « De l'effet de l'Europe sur les fonctions et services publics », mai 2008, UVSQ/CNFPT/DGAFP (publication sous forme audio (CD) et vidéo (DVD)).

e. Communications à des conférences, forums et colloques

- 14) « Actualité du droit de la commande publique », Forum Contrats publics-DVPU, 5 novembre 2020 (visioconférence).
- 13) « Résiliation, prévisibilité et contentieux », Forum Contrats publics-DVPU, 11 octobre 2018.
- 12) « Emergence de la notion de contrats de la commande publique et typologie » et « Les moments clés de l'évolution du contentieux – Vers une architecture nouvelle », Forum Contrats publics-DVPU, 26 mai 2016.
- 11) « Le nouveau visage du contentieux des contrats administratifs après la décision Département du Tarn-et-Garonne », Forum Contrats publics-DVPU, 4 juin 2014, UVSQ.
- 10) « Décompte général et article 50 : l'actualité jurisprudentielle », Conférence, février 2012, UVSQ
- 9) « L'acheteur public, le dol et le droit de la concurrence », Conférence, février 2011, UVSQ.
- 8) « Le nouveau référé contractuel : mise en perspective » [rapport introductif], Forum Contrats publics-DVPU, avril 2010, UVSQ.
- 7) « Etablissement et contestation du décompte général, d'un CCAG à l'autre », Conférences, février 2010, UVSQ
- 6) « Les points-clés de la réforme » *in* « Le "toiletage 2008" du code des marchés publics », Forum Contrats publics-DVPU, 4 mars 2009, UVSQ.
- 5) « Le nouveau recours en contestation de validité des contrats : portée et conséquences pratiques de la décision Société Tropic Travaux Signalisation », Forum Contrats publics-DVPU, 28 novembre 2007, UVSQ.

- 4) « La logique générale de la réforme » *in* « Le nouveau code des marchés publics 2006 », Forum Contrats publics-DVPU, 20 décembre 2006, UVSQ.
- 3) « Partenariats public-privé : de nouveaux contrats », Forum Contrats publics-DVPU, 26 janvier 2005, UVSQ.
- 2) « Le nouveau code des marchés publics : questions pratiques », Forum Contrats publics-DVPU, 13 mai 2004, UVSQ.
- 1) « Comment l'acheteur public peut-il détecter les pratiques anticoncurrentielles illicites des candidats ? » *in* « Droit de la concurrence et marchés publics », *Les Rencontres d'Affaires* du 20 au 23 juin 1995, Paris.

f. Editoriaux et chroniques

- 6) « Code de la commande publique : pour une approche économique assumée, modernisée et enrichie », Editorial *Contrats publics-ACCP* février 2019, p. 3
- 5) « Commande publique : de l'innovation des offres à une demande innovante », Editorial *Contrats publics-ACCP* février 2018, p. 3
- 4) « Référé et refondation du contentieux des contrats administratifs », Editorial *Contrats publics-ACCP* juin 2017, p. 3
- 3) « Evolution du contentieux : la responsabilité contractuelle en embuscade », Editorial *Contrats publics-ACCP* janvier 2016, p. 3
- 2) « Les clauses incitatives et performancielles », Editorial *Contrats publics-ACCP* octobre 2014, p. 3
- 1) « L'impact de la nullité du contrat » [à propos de CAA Versailles, 13 juin 2006, Cne de Sannois, req. n° 04VE02101], chr CAA Versailles, JCP Ed. A, 2 avril 2007, p. 20

2. Direction de thèses et autres travaux d'étudiants

a. Thèse soutenue

- 1) *Subjectivisation du contentieux et contrat administratif*, D. Mrad (contrat doctoral, CDD, LRU), encadrement 100%, soutenance le 3 décembre 2018.
Prix de thèse SHS de l'université de Paris Saclay
Thèse qualifiée aux fonctions de maître de conférences en 2020.
- 2) *Marchés de défense et de sécurité : entre marchés publics et politiques publiques*, Q. Marie (contrat doctoral, CDD), encadrement 100%, soutenance le 10 décembre 2024.

b. Thèses en cours

- 1) *Commande publique et occupation domaniale*, M. Corset (contrat doctoral, ATER, LRU), première inscription en septembre 2018, encadrement 100%
- 2) *Maîtrise d'ouvrage publique et contentieux de la responsabilité*, L. Jamet (CIFRE, CDD), première inscription en octobre 2020, encadrement 100%
- 3) *Marchés publics et considérations sociales*, B. Boyer (CDD), première inscription en octobre 2021, encadrement 100%.

4) *Le contentieux administratif des pratiques anticoncurrentielles dans les contrats de la commande publique*, M. Goupil (contrat doctoral), première inscription en octobre 2023, encadrement 100%.

5) *La réparation en contentieux administratif des marchés publics*, M. Adam, première inscription en octobre 2024, encadrement 100% (CDD).

c. Mémoires de recherche

Entre quinze et vingt mémoires de recherche par an notamment sur le droit des contrats publics, le droit de la concurrence ou le contentieux administratif (depuis 2002).

En 2024

- 1) « Le réemploi dans les marchés publics »
- 2) « Le paiement dans les marchés publics de travaux, entre stratégies contractuelles et bonne exécution du contrat »
- 3) « Les conséquences des crises sur les règles d'exécution des contrats de la commande publique »
- 4) « Les échanges d'informations entre l'acheteur et l'opérateur économique durant la procédure de passation d'un marché public »
- 5) « Le mémoire en réclamation des entrepreneurs dans les marchés de travaux »
- 6) « Les contours de la notion de sous-traitance dans le secteur du BTP »
- 7) « Le droit pénal des marchés publics »
- 8) « Les actions entre constructeurs »
- 9) « Les moyens de l'action publique : l'exemple des marchés de partenariat et des marchés globaux de performance »
- 10) « Les ententes anticoncurrentielles dans les marchés publics de travaux »
- 11) « Droit public spatial : le droit de la commande publique à l'ère du NewSpace. »
- 12) « Les négociations dans les marchés publics. »
- 13) « Les marchés publics de conservation et de restauration »
- 14) « Désordres évolutifs et garanties »
- 15) « Obligations environnementales et critères de choix dans les marchés publics »
- 16) « Les achats socialement responsables en intercommunalité »
- 17) « Les « autres marchés » du ministère des armées »
- 18) « L'impact des pratiques de mutualisation des achats sur la performance économique de l'achat public »

En 2023

- 1) « Les clauses sociales dans les marchés publics »
- 2) « L'offre anormalement basse, la face cachée de la concurrence : une pratique lourde de conséquence dans les marchés publics »
- 3) « L'intégration de la RSE au sein de la fonction achats d'une entreprise privée à mission d'intérêt général »
- 4) « La gestion des différends dans les marchés publics de travaux : mémoires en réclamation et solutions alternatives en phase amiable »
- 5) « L'encadrement de la résiliation par l'autorité contractante dans les marchés publics »
- 6) « La SCCV comme outil de partenariat des constructeurs publics et privés »

- 7) « Le droit à l'information et l'efficience de la protection contentieuse du concurrent évincé avant la signature du contrat »
- 8) « Commande publique et patrimoine culturel »
- 9) « Les obligations déclaratives en droit de la commande publique »
- 10) « La recevabilité des recours de l'entreprise dont la candidature est irrecevable ou l'offre non conforme »

En 2022

- 1) « Les groupements de maîtrise d'œuvre »
- 2) « La reprise du personnel dans les marchés publics »
- 3) « La performance de l'achat public »
- 4) « VEFA et commande publique »
- 5) « Les pénalités dans les marchés publics »
- 6) « La réparation du préjudice de l'acheteur victime d'une entente dans les marchés publics »
- 7) « Crise des matières premières et marchés publics de travaux »
- 8) « La notion de définition du besoin dans les marchés publics »
- 9) « Le décompte général et définitif à l'aube du CCAG Travaux 2021 »
- 10) « La défaillance du sous-traitant dans les marchés de travaux »
- 11) « Instrumentalisation de la commande publique : entre gestion conjoncturelle des crises et ambition structurelle de relance économique »
- 12) « Les clauses d'insertion dans les marchés publics »
- 13) « Devoir de conseil du maître d'œuvre et marchés de conception-réalisation »
- 14) « La place de négociation dans les marchés publics »

En 2021

- 1) « L'infructuosité dans les marchés publics »
- 2) « Valorisation et modification de la rémunération du maître d'œuvre »
- 3) « La clause sociale de formation sous statut scolaire dans les marchés publics »
- 4) « Patrimoine culturel et commande publique : un mariage synallagmatique »
- 5) « Les effets de la pandémie de la covid-19 sur les marchés publics »
- 6) « L'adaptation et la modification des procédures de passation des marchés publics en période de crise »
- 7) « La prise en compte des relations antérieures par le droit de la commande publique »
- 8) « La politique d'achat du Ministère des Armées : le rôle des acheteurs dans l'acquisition de solutions innovantes »
- 9) « Les marchés publics de droit privé »
- 10) « Le maître d'ouvrage public face à l'assistant à maîtrise d'ouvrage dans le cadre des marchés de travaux : missions, désignation et responsabilité »
- 11) « Le droit à indemnisation à la demande des opérateurs économiques du fait de l'exécution des marchés de travaux »
- 12) « Le financement de projets publics »
- 13) « La computation au service de l'objectif de performance dans l'achat public »
- 14) « La politique d'achat socialement responsable dans les marchés publics »
- 15) « Les offres anormalement basses »

En 2020

- 1) « Le régime de la propriété dans les contrats de la commande publique »
- 2) « Les considérations environnementales face aux enjeux économiques »
- 3) « Compliance et marchés publics »

- 4) « L'évaluation et l'évolution du prix dans les marchés publics de travaux »
- 5) « Les candidatures aux marchés publics à l'ère du numérique »
- 6) « Maîtrise d'ouvrage publique et responsabilités »
- 7) « La dématérialisation au cœur des procédures de passation des marchés publics dans une collectivité territoriale »
- 8) « Les conclusions indemnitaires dans le contentieux de la commande publique »
- 9) « Les marchés de défense ou de sécurité et le droit de l'UE »
- 10) « Les échanges d'informations entre l'acheteur public et les opérateurs économiques au cours de la définition du besoin - Cadre juridique et risques du sourcing »
- 11) « Les marchés globaux de performance »
- 12) « Critères de choix, choix des critères : impartialité et libre concurrence »
- 13) « Les spécificités de l'exécution des marchés publics de travaux de droit privé »
- 14) « Guide opérationnel du Service d'infrastructure de la Défense »

Les mémoires soutenus avant 2020 ne sont pas indiqués.

d. Projets tutorés

Entre quatre et six projets (quatre ou cinq étudiants par groupe) chaque année depuis 2017.

En 2024, informations à venir.

En 2023, les projets tutorés ont été consacrés à « Legal design et actualité du contentieux de la commande publique ».

- Objectif général : s'essayer à cette nouvelle pratique juridique – le "Legal design" – afin de s'y exercer mais aussi de tenter d'apprécier son utilité et son adaptation pour présenter des procédures complexes. Les principaux recours du contentieux administratif de la commande publique étaient un bon terrain d'exercice, d'autant plus que je travaillais à ce moment-là sur la 3^e édition du *Traité de contentieux de la commande publique*.
- Six groupes de projets tutorés ont ainsi été constitués correspondant à six recours particuliers du contentieux contractuels (les référés précontractuels, le recours des tiers et celui des parties en contestation de la validité du contrat, le recours indemnitaire des concurrents évincés, les suites contentieuses de l'anéantissement du contrat et le contentieux de la garantie décennale). Concrètement, chaque groupe a conçu une présentation de chaque recours qui soit à la fois schématique et aussi complète que possible (champ d'application, recevabilité, fond, pouvoirs du juge) ainsi qu'un recueil d'une cinquantaine de décisions significatives récentes illustrant l'actualité du recours en question. La restitution publique a eu lieu le 25 mai 2023 et a permis à chaque groupe de présenter de manière complète son travail lors d'une table-ronde dédiée.

En 2022, les projets tutorés ont été organisés en partenariat avec l'équipe « Action publique » du Laboratoire "Versailles Institutions Publiques".

- Objectif général : organiser et contribuer à une journée d'études doctorales du master de droit immobilier public . Restitution publique le 19 mai 2022.
- Quatre groupes de projets tutorés ont ainsi été constitués autour de quatre anciens du Master de Droit immobilier public actuellement inscrits en doctorat sous ma direction.

La diversité des sujets concernés a permis une harmonieuse répartition entre les groupes, conduisant les étudiants à travailler sur le sujet de thèse le plus utile pour leur propre apprentissage dans leur structure d'accueil. Concrètement, chaque groupe a conçu un dossier documentaire (« fiches points-clés » faciles d'utilisation et présentant par exemple les définitions-clés, les règles principales, les enjeux, des schémas sur les notions ou les procédures, un point d'actualité ou de contentieux, etc) complété par une bibliographie exhaustive respectant les règles académiques. La Journée d'études doctorales du 19 mai 2022 a permis à chaque groupe de présenter de manière complète son travail lors d'une table-ronde dédiée que chaque doctorant a pris soin de conclure par une mise en perspective des enjeux et du contenu de son sujet mais également de la problématique de sa thèse.

En 2021.

Objectif général : « animer une journée de formation professionnelle » (support numérique autonome, dossier documentaire et bibliographie). Restitution 20 mai 2021. Cinq projets tutorés sous ma direction : « Marchés publics et pratiques anticoncurrentielles » ; « Commande publique et propriété intellectuelle » ; « JO Paris 2024 : un urbanisme dérogatoire » ; « Les achats verts » ; « Instrumentalisation des marchés publics et fonction achat »).

En 2020

- Objectif général : « proposer des outils opérationnels synthétiques et faciles d'utilisation ». Restitution 28 mai 2020.
- Six projets tutorés sous ma direction : « Marchés publics : les candidatures » ; « Marchés publics : les offres » ; « L'exécution des marchés publics » ; « Les marchés de défense ou de sécurité » ; « L'occupation domaniale dans le code de la commande publique » ; « L'ordonnance du 19 avril 2017 : principaux apports et mise en œuvre ».

Les projets tutorés antérieurs à 2020 ne sont pas indiqués.